282° séance

LOI DE RÈGLEMENT DE L'ANNÉE 2017

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017

Texte du projet de loi - nº 980

Article liminaire

1 Le solde structurel et le solde effectif de l'ensemble des administrations publiques résultant de l'exécution de l'année 2017 s'établissent comme suit:

			(en	points de produit inte	érieur brut - PIB)	
2		LPFP 20	LPFP 2018-2022		LFI 2017	
	Exécuté 2017	Prévision 2017	Écart	Prévision 2017	Écart	
Solde structurel (1)	- 2,2	- 2,2	0,0	- 1,0	- 1,1	
Solde conjoncturel (2)	- 0,3	- 0,6	0,3	- 1,6	1,3	
Mesures ponctuelles et temporaires (3)	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	
Solde effectif (1 + 2 + 3)	- 2,6	- 2,9	0,3	- 2,7	0,1	

Amendement nº 10 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Substituer au tableau de l'alinéa 2 le tableau suivant :

Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Leroy, M. Pancher, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Zumkeller.

I. – À la troisième ligne de la deuxième colonne du tableau de l'alinéa 2, substituer au nombre:

« - 0,3 »

le nombre:

< -0.5 >;

II. – En conséquence, à la dernière ligne de la même colonne, substituer au nombre:

« - 2,6 »

le nombre:

« - 2,8 ».

Article 1er

eles de Courson, onie, M. Benoit, ly, M. Dunoyer, I – Le résultat budgétaire de l'État en 2017, hors opérations avec le Fonds monétaire international, est arrêté à la somme de - 67 667 726 184,59 €

Amendement n° 3 présenté par M. Charles de Courson, Mme Magnier, M. Philippe Vigier, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Demilly, M. Dunoyer, 2 II – Le montant définitif des recettes et des dépenses du budget de l'année 2017 est arrêté aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après:

			(en euros)		
	Dépenses	Recettes	Soldes		
Budget g	 énéral				
Recettes					
Recettes fiscales brutes		408 205 794 502,32			
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts		112 572 955 490,70			
Recettes fiscales nettes (a)		295 632 839 011,62			
Recettes non fiscales (b)		13 818 230 371,16			
Montant net des recettes hors fonds de concours (c) = (a) + (b)		309 451 069 382,78			
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit					
des collectivités territoriales et de l'Union européenne (d)		60 160 620 248,65			
Total net des recettes hors prélèvements sur recettes (e) = (c) - (d)		249 290 449 134,13			
Fonds de concours (f)		4 136 346 766,52			
Montant net des recettes y compris fonds de concours (g) = (e) + (f)		253 426 795 900,65			
Dépenses					
Dépenses brutes hors fonds de concours	435 211 259 112,18				
À déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts	112 572 955 490,70				
Montant net des dépenses (h)	322 638 303 621,48				
Fonds de concours (i)	4 136 346 766,52				
Montant net des dépenses y compris fonds de concours (j) = (h) + (i)	326 774 650 388,00				
Total du budget général y compris fonds de concours	326 774 650 388,00	253 426 795 900,65	-73 347 854 487,35		
Budgets a	nnexes				
Contrôle et exploitation aériens	2 116 748 377,35	2 230 729 925,13			
Publications officielles et information administrative	154 357 467,82	189 885 301,89			
Fonds de concours	49 969 608,31	50 446 259,62			
Total des budgets annexes y compris fonds de concours	2 321 075 453,48	2 471 061 486,64	149 986 033,16		
Comptes spéciaux					
Comptes d'affectation spéciale	77 441 458 511,62	78 691 221 166,22	1 249 762 654,60		
Comptes de concours financiers	120 671 695 333,11	120 934 891 931,82	263 196 598,71		
Comptes de commerce (solde)	-3 959 484 336,73		3 959 484 336,73		
Comptes d'opérations monétaires hors opérations avec le Fonds monétaire international (solde)	-57 698 679,56		57 698 679,56		
Total des comptes spéciaux hors opérations avec le Fonds monétaire international	194 095 970 828,44	199 626 113 098,04	5 530 142 269,60		
Résultat budgétaire de l'État hors opérations avec le Fonds monétaire international			-67 667 726 184,59		

Article 2

1 Le montant définitif des ressources et des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2017 est arrêté aux sommes présentées dans le tableau de financement ci-après :

2	Exécution 2017 (en milliards €)
	(en miliaras €)
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	115,2
dont remboursement du nominal à valeur faciale	112,8
dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	2,4
Amortissement des autres dettes	
Déficit à financer	67,7
Autres besoins de trésorerie	0,2
Total du besoin de financement	183,1
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nettes des rachats	185,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	- 7,5
Variation des dépôts des correspondants	4,7
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	- 9,2
Autres ressources de trésorerie	10,0
Total des ressources de financement	183,1

Après l'article 2

Amendement n° 11 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 2, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport qui détaille les 10 milliards d'euros des primes d'émission nettes de décote, émission par émission sur l'année 2017.

Article 3

- 1 I. Le compte de résultat de l'exercice 2017 est approuvé tel que présenté dans le tableau ci-après. Le résultat comptable de l'exercice 2017 s'établit à - 60 957 977 456,99 €:
- 2 Tableau des charges nettes:

2017
į

	T	
	Charges de personnel	143 220
	Achats, variations de stocks et prestations externes	22 722
"	Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	66 596
TE	Autres charges de fonctionnement	9 069
Z E	Total des charges de fonctionnement direct (I)	241 607
MEN	Subventions pour charges de service public	29 257
NNC	Dotations aux provisions	0
ICTIC	Autres charges de fonctionnement indirect	3 169
FO	Total des charges de fonctionnement indirect (II)	32 426
S DE	Total des charges de fonctionnement (III = I + II)	274 033
CHARGES DE FONCTIONNEMENT NETTES	Ventes de produits et prestations de service	3 595
픙	Production stockée et immobilisée	153
	Reprises sur provisions et sur dépréciations	50 582
	Autres produits de fonctionnement	22 192
	Total des produits de fonctionnement (IV)	76 522
TOTAL D	ES CHARGES DE FONCTIONNEMENT NETTES (V = III - IV)	197 511
	Transferts aux ménages	47 234
TES	Transferts aux entreprises	18 750
NET	Transferts aux collectivités territoriales	66 290
D'INTERVENTION NETTES	Transferts aux autres collectivités	24 305
3VEN	Charges résultant de la mise en jeu de garanties	35
NTE	Dotations aux provisions et aux dépréciations	34 341
က္သ	Total des charges d'intervention (VI)	190 955
CHARGE	Contributions reçues de tiers	2 198
퓽	Reprises sur provisions et sur dépréciations	36 448
	Total des produits d'intervention (VII)	38 646
TOTAL D	ES CHARGES D'INTERVENTION NETTES (VIII = VI - VII)	152 309
	Intérêts	39 980
S	Pertes de change liées aux opérations financières	124
	Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	2 371
ES N	Autres charges financières	11 212
CIER	Total des charges financières (IX)	53 687
INA	Produits des immobilisations financières	13 072
CHARGES FINANCIERES NETTES	Gains de change liés aux opérations financières	103
HAR	Reprises sur provisions et sur dépréciations	17 534
Ü		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 850

TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES NETTES (XI = IX - X)	15 127
TOTAL DES CHARGES NETTES (XII = V + VIII + XI)	364 947
Tableau des produits régaliens nets	
En millions €	2017
Impôt sur le revenu	74 425
Impôt sur les sociétés	27 043
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	16 303
Taxe sur la valeur ajoutée	152 210
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	28 598
Autres produits de nature fiscale et assimilés	13 327
TOTAL DES PRODUITS FISCAUX NETS (XIII)	311 905
Amendes, prélèvements divers et autres pénalités	8 460
TOTAL DES AUTRES PRODUITS RÉGALIENS NETS (XIV)	8 460
Ressource propre de l'Union européenne basée sur le revenu national brut	-11 953
Ressource propre de l'Union européenne basée sur la taxe sur la valeur ajoutée	-4 422
TOTAL RESSOURCES PROPRES DU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE BASÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT ET LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (XV)	-16 376
TOTAL DES PRODUITS RÉGALIENS NETS (XVI = XIII + XIV- XV)	303 989
Tableau de détermination du solde des opérations de	e l'exercice
En millions €	2017
Charges de fonctionnement nettes (V)	197 511
Charges d'intervention nettes (VIII)	152 309
Charges financières nettes (XI)	15 127
CHARGES NETTES (XII)	364 947
Produits fiscaux nets (XIII)	311 905
Autres produits régaliens nets (XIV)	8 460
Ressources propres de l'Union européenne basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée (XV)	-16 376
PRODUITS RÉGALIENS NETS (XVI)	303 989
SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE (XVI - XII)	-60 958

3 II. – Le résultat comptable de l'exercice 2017 est affecté au bilan à la ligne « report des exercices antérieurs ».

III - Le bilan, après affectation du résultat comptable, s'établit comme suit :

	31/12/2017			
5		Amortissements		
En millions €	Brut	Dépréciations	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	49 360	20 828	28 533	
Immobilisations corporelles	546 882	70 809	476 074	

Immobilisations financières	379 273	31 613	347 660
Total actif immobilisé	975 516	123 249	852 267
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	•		
Stocks	37 583	8 358	29 225
Créances	121 254	36 100	85 154
Redevables	102 135	35 024	67 112
Clients	3 053	918	2 135
Autres créances	16 066	158	15 908
Charges constatées d'avance	10 669	0	10 669
Total actif circulant (hors trésorerie)	169 507	44 458	125 049
TRÉSORERIE	•		
Fonds bancaires et fonds en caisse	20 763		20 763
Valeurs escomptées, en cours d'encaissement et de décaissement	-1 934		-1 934
Autres composantes de trésorerie	11 200		11 200
Valeurs mobilières de placement	2 549	0	2 549
Total trésorerie	32 579	0	32 579
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 322		1 322
TOTAL ACTIF (I)	1 178 924	167 707	1 011 217
DETTES FINANCIÈRES			
Titres négociables			1 703 459
Titres non négociables			0
Dettes financières et autres emprunts			7 211
Total dettes financières			1 710 670
DETTES NON FINANCIÈRES (hors tresorerie)			
Dettes de fonctionnement			7 619
Dettes d'intervention			16 122
Produits constatés d'avance			82 696
Autres dettes non financières			137 685
Total dettes non financières			244 122
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			27 617
Provisions pour charges			120 530
Total provisions pour risques et charges			148 147
AUTRES PASSIFS (hors trésorerie)			39 493
TRÉSORERIE			
Correspondants du Trésor et personnes habilitées			107 076
Autres			18

Total trésorerie	107 093
COMPTES DE RÉGULARISATION	22 157
TOTAL PASSIF (hors situation nette) (II)	2 271 683
Report des exercices antérieurs	-1 611 274
Écarts de réévaluation et d'intégration	350 808
Solde des opérations de l'exercice	
SITUATION NETTE (III = I - II)	-1 260 466

6 IV – L'annexe du compte général de l'État de l'exercice 2017 est approuvée.

mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

Article 4

1 I. Le montant des autorisations d'engagement consommées sur le budget général au titre de l'année 2017 est arrêté par mission et programme aux sommes

		Ajustements de la loi de règlement (en euros)		
2 Désignation des missions et des programmes	Autorisations d'engagement consommées (en euros)	Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées	
Action extérieure de l'État	2 832 385 348,72		14 968 113,55	
- Action de la France en Europe et dans le monde	1 789 630 316,85		7 573 961,67	
- Diplomatie culturelle et d'influence	671 231 059,36		2 674 400,95	
- Français à l'étranger et affaires consulaires	371 523 972,51		4 719 750,93	
Administration générale et territoriale de l'État	3 030 121 390,72		62 195 434,61	
- Administration territoriale	1 725 432 356,60		31 307 860,68	
- Vie politique, cultuelle et associative	381 045 401,68		24 644 908,42	
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	923 643 632,44		6 242 665,51	
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 616 497 304,82		67 525 608,75	
- Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	3 328 772 778,69		50 095 017,87	
- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	634 217 983,71		5 014 818,09	
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	653 506 542,42		12 415 772,79	
Aide publique au développement	3 683 138 848,54		14 176 778,89	
- Aide économique et financière au développement	2 154 082 793,18		5 204 716,82	
- Solidarité à l'égard des pays en développement	1 529 056 055,36		8 972 062,07	

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 509 607 053,76	983 128,83
- Liens entre la Nation et son armée	36 221 929,07	370 302,85
- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 379 387 727,69	465 784,98
 Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale 	93 997 397,00	147 041,00
Conseil et contrôle de l'État	655 733 863,00	9 539 301,10
- Conseil d'État et autres juridictions administratives	400 300 563,65	6 463 702,83
- Conseil économique, social et environnemental	41 216 328,64	6 643,50
- Cour des comptes et autres juridictions financières	213 855 345,29	3 006 436,19
- Haut Conseil des finances publiques	361 625,42	62 518,58
Crédits non répartis		194 172 458,00
- Provision relative aux rémunérations publiques		
- Dépenses accidentelles et imprévisibles		194 172 458,00
Culture	2 908 019 944,42	23 274 955,30
- Patrimoines	931 485 923,53	14 277 457,90
- Création	780 487 784,53	7 205 946,48
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 196 046 236,36	1 791 550,92
Défense	43 866 603 461,59	1 317 540 814,53
- Environnement et prospective de la politique de défense	1 429 203 447,17	9 405 345,90
- Préparation et emploi des forces	8 687 030 608,35	873 725 664,51
- Soutien de la politique de la défense	22 477 871 445,40	186 987 514,35
- Équipement des forces	11 272 497 960,67	247 422 289,77
Direction de l'action du Gouvernement	1 436 730 156,14	74 476 407,20
- Coordination du travail gouvernemental	605 818 472,02	12 594 380,82
- Protection des droits et libertés	84 819 969,34	6 359 254,66
- Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	746 091 714,78	55 522 771,72
Écologie, développement et mobilité durables	11 612 056 886,54	136 366 485,81
- Infrastructures et services de transports	4 648 482 558,20	25 584 816,12
- Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	172 014 002,56	14 819 046,47
- Paysages, eau et biodiversité	256 411 902,15	4 230 270,13
- Expertise, information géographique et météorologie	479 807 345,30	3 562,70

- Prévention des risques	153 613 495,87	4 174 310,10
- Énergie, climat et après-mines	410 302 761,80	1 950 332,03
- Service public de l'énergie	2 545 000 000,00	
 Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables 	2 946 424 820,66	85 604 148,26
Économie	3 781 123 436,04	45 927 355,96
- Développement des entreprises et du tourisme	2 503 737 326,15	12 816 893,54
- Plan "France Très haut débit"	394 336 590,00	24 280 214,00
- Statistiques et études économiques	452 832 463,76	7 442 593,86
- Stratégie économique et fiscale	430 217 056,13	1 387 654,56
Egalité des territoires et logement	18 127 133 959,87	841 823 656,86
-Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 071 025 458,87	7 069 405,04
- Aide à l'accès au logement	15 514 966 160,00	43 000,00
- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	541 142 341,00	834 711 251,82
- Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable		
Engagements financiers de l'État	42 126 903 402,89	189 164 596,11
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	41 697 188 406,53	126 811 593,47
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	34 983 900,19	716 099,81
- Épargne	97 080 163,63	136 902,37
- Majoration de rentes	260 902 406,54	0,46
- Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	86 712 706,00	
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement		
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-49 964 180,00	61 500 000,00
Enseignement scolaire	70 282 504 411,74	171 864 240,36
- Enseignement scolaire public du premier degré	21 573 811 779,36	9 372 662,94
- Enseignement scolaire public du second degré	32 436 809 715,73	84 210 492,53
- Vie de l'élève	5 169 087 977,26	37 700 004,17
- Enseignement privé du premier et du second degrés	7 477 411 169,38	6 405 724,62
- Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 228 975 214,00	24 136 372,11
- Enseignement technique agricole	1 396 408 556,01	10 038 983,99
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 913 644 901,70	130 290 351,08

- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 048 816 116,50	91 763 713,45
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 185 383 111,93	22 149 275,18
- Facilitation et sécurisation des échanges	1 510 634 578,15	6 926 735,77
- Fonction publique	168 811 095,12	9 450 626,68
Immigration, asile et intégration	1 607 535 960,42	801 540,39
- Immigration et asile	1 419 100 386,25	523 952,13
- Intégration et accès à la nationalité française	188 435 574,17	277 588,26
Investissements d'avenir	5 080 000 000,00	
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	2 000 000 000,00	
- Valorisation de la recherche	880 000 000,00	
- Accélération de la modernisation des entreprises	2 200 000 000,00	
Justice	9 055 862 337,30	418 362 869,69
- Justice judiciaire	3 273 654 619,34	58 950 503,74
- Administration pénitentiaire	4 247 410 551,04	340 585 853,23
- Protection judiciaire de la jeunesse	821 762 092,35	4 922 645,91
- Accès au droit et à la justice	380 737 621,75	526 574,25
- Conduite et pilotage de la politique de la justice	329 040 303,82	13 034 168,56
- Conseil supérieur de la magistrature	3 257 149,00	343 124,00
Médias, livre et industries culturelles	558 426 651,02	672 469,98
- Presse et médias	281 606 522,76	672 469,24
- Livre et industries culturelles	276 820 128,26	0,74
Outre-mer	2 020 164 302,87	52 835 132,82
- Emploi outre-mer	1 295 642 039,09	4 246 053,89
- Conditions de vie outre-mer	724 522 263,78	48 589 078,93
Politique des territoires	732 381 974,41	38 449 251,31
- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	322 649 135,25	31 986 561,47
- Interventions territoriales de l'État	43 336 213,51	3 077 151,49
- Politique de la ville	366 396 625,65	3 385 538,35
Pouvoirs publics	990 920 236,00	
- Présidence de la République	100 000 000,00	
- Assemblée nationale	517 890 000,00	
- Sénat	323 584 600,00	
- La Chaîne parlementaire	34 887 162,00	
- Indemnités des représentants français au Parlement européen		

- Conseil constitutionnel	13 696 974,00		
- Haute Cour			
- Cour de justice de la République	861 500,00		
Recherche et enseignement supérieur	26 722 647 777,79		72 601 441,86
- Formations supérieures et recherche universitaire	13 147 536 104,00		4 846 478,63
- Vie étudiante	2 642 659 002,95		154 016,14
- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 537 212 526,97		2 593 947,96
- Recherche spatiale	1 453 437 999,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 570 728 990,28		335 299,72
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	767 864 131,08		55 367 685,92
- Recherche duale (civile et militaire)	161 092 515,00		5 608 872,00
- Recherche culturelle et culture scientifique	111 912 955,73		278 352,27
- Enseignement supérieur et recherche agricoles	330 203 552,78		3 416 789,22
Régimes sociaux et de retraite	6 329 530 527,00		
- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 074 859 160,00		
- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	828 077 126,00		
- Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 426 594 241,00		
Relations avec les collectivités territoriales	4 372 756 643,92		89 668 985,63
- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 935 122 512,27		60 391 395,73
- Concours spécifiques et administration	437 634 131,65		29 277 589,90
Remboursements et dégrèvements	112 573 335 091,28	204 273 791,50	912 882 700,22
- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	99 909 061 299,78		912 882 700,22
- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 664 273 791,50	204 273 791,50	
Santé	1 253 098 167,82		1 965 764,18
- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	441 386 665,81		1 776 061,19
- Protection maladie	811 711 502,01		189 702,99
Sécurités	19 760 298 786,52		49 011 821,30
- Police nationale	10 397 931 744,91		9 645 413,65
- Gendarmerie nationale	8 844 219 752,76		30 484 284,10
- Sécurité et éducation routières	35 118 656,46		63 953,57
- Sécurité civile	483 028 632,39		8 818 169,98

Solidarité, insertion et égalité des chances	18 983 821 272,00		9 835 067,60
- Inclusion sociale et protection des personnes	6 546 036 083,86		231 763,41
- Handicap et dépendance	10 978 160 394,68		143 563,32
- Égalité entre les femmes et les hommes	21 445 790,56		921 841,28
- Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 438 179 002,90		8 537 899,59
Sport, jeunesse et vie associative	781 960 413,09		4 570 296,61
- Sport	241 379 323,03		621 130,12
- Jeunesse et vie associative	540 581 090,06		3 949 166,49
Travail et emploi	15 628 117 264,10		164 571 544,99
- Accès et retour à l'emploi	7 441 671 089,29		20 648 386,71
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7 458 776 107,26		131 776 632,35
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	44 060 969,26		1 729 541,74
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	683 609 098,29		10 416 984,19
TOTAL	448 833 061 776,03	204 273 791,50	5 110 518 573,52

3 II. Le montant des dépenses relatives au budget général au titre de l'année 2017 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits de paiement ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

		Ajustements de la loi de règlement (en euros)		
(4) Désignation des missions et des programmes	Dépenses (en euros)	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés	
Action extérieure de l'État	2 836 976 328,96		9 362 288,62	
- Action de la France en Europe et dans le monde	1 788 947 209,49		3 193 557,34	
- Diplomatie culturelle et d'influence	676 413 773,39		2 145 831,92	
- Français à l'étranger et affaires consulaires	371 615 346,08		4 022 899,36	
Administration générale et territoriale de l'État	3 019 622 995,15		56 571 153,85	
- Administration territoriale	1 705 275 812,35		29 226 472,24	
- Vie politique, cultuelle et associative	370 844 091,63		23 844 951,37	
- Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	943 503 091,17		3 499 730,24	
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 636 382 684,23		15 831 237,58	
- Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières	3 357 742 318,16		1,77	

- Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	625 500 490,30	8 382 350,42
- Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	653 139 875,77	7 448 885,39
Aide publique au développement	2 492 161 700,40	12 913 188,03
- Aide économique et financière au développement	931 989 406,07	7 480 607,93
- Solidarité à l'égard des pays en développement	1 560 172 294,33	5 432 580,10
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 503 371 652,34	813 528,25
- Liens entre la Nation et son armée	35 041 673,25	145 556,67
- Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 374 314 611,25	538 901,42
 Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale 	94 015 367,84	129 070,16
Conseil et contrôle de l'État	644 741 617,57	6 286 764,36
- Conseil d'État et autres juridictions administratives	388 047 333,13	4 614 369,97
- Conseil économique, social et environnemental	41 216 328,64	6 643,50
- Cour des comptes et autres juridictions financières	215 115 801,18	1 603 761,51
- Haut Conseil des finances publiques	362 154,62	61 989,38
Crédits non répartis		6 800 000,00
- Provision relative aux rémunérations publiques		
- Dépenses accidentelles et imprévisibles		6 800 000,00
Culture	2 849 107 702,02	1 027 607,93
- Patrimoines	877 701 093,60	836 026,52
- Création	784 206 194,72	62 149,32
- Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 187 200 413,70	129 432,09
Défense	42 258 036 418,50	39 692 806,98
- Environnement et prospective de la politique de défense	1 370 203 608,52	1,30
- Préparation et emploi des forces	8 537 256 180,66	4,82
- Soutien de la politique de la défense	22 346 043 299,98	39 692 799,59
- Équipement des forces	10 004 533 329,34	1,27
Direction de l'action du Gouvernement	1 365 442 298,06	12 582 190,08
Consideration du transcrit conservated	619 386 383,54	9 200 371,27
- Coordination du travail gouvernemental		
- Protection des droits et libertés	90 148 778,30	1 674 122,70

Écologie, développement et mobilité durables	11 896 057 573,87	56 339 832,89
- Infrastructures et services de transports	4 632 768 192,40	1,11
- Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	168 305 636,55	1,75
- Paysages, eau et biodiversité	266 042 057,90	0,81
- Expertise, information géographique et météorologie	479 777 858,35	0,65
- Prévention des risques	146 771 499,18	245 023,68
- Énergie, climat et après-mines	635 706 606,24	0,76
- Service public de l'énergie	2 543 859 638,44	0,56
 Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables 	3 022 826 084,81	56 094 803,57
Économie	3 465 480 915,23	8 364 494,48
- Développement des entreprises et du tourisme	2 574 830 387,60	5 383 808,40
- Plan "France Très haut débit"	8 100 043,00	
- Statistiques et études économiques	448 191 351,83	2 300 208,19
- Stratégie économique et fiscale	434 359 132,80	680 477,89
Egalité des territoires et logement	18 089 330 841,94	43 002,84
- Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	1 963 039 654,28	1,63
- Aide à l'accès au logement	15 514 959 660,00	43 000,00
- Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	611 331 527,66	1,21
- Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable		
Engagements financiers de l'État	42 350 840 942,05	127 695 072,95
- Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	41 697 188 406,53	126 811 593,47
- Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	34 983 900,19	716 099,81
- Épargne	97 049 687,37	167 378,63
- Majoration de rentes	260 902 406,54	0,46
- Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	86 712 706,00	
- Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement		
- Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	174 003 835,42	0,58
Enseignement scolaire	70 328 781 829,68	160 802 565,38
- Enseignement scolaire public du premier degré	21 573 752 723,94	9 325 452,36
- Enseignement scolaire public du second degré	32 436 317 503,81	84 020 472,45

- Vie de l'élève	5 167 559 493,80	30 589 979,63
- Enseignement privé du premier et du second degrés	7 477 150 310,01	6 410 995,99
- Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 277 606 531,97	20 427 756,10
- Enseignement technique agricole	1 396 395 266,15	10 027 908,85
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 943 102 283,89	20 355 697,37
- Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	8 056 922 058,18	9 294 484,39
- Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 176 762 318,85	7 893 834,81
- Facilitation et sécurisation des échanges	1 515 401 719,52	3 144 408,96
- Fonction publique	194 016 187,34	22 969,21
Immigration, asile et intégration	1 460 768 190,11	3 936,78
- Immigration et asile	1 272 214 406,62	0,84
- Intégration et accès à la nationalité française	188 553 783,49	3 935,94
Investissements d'avenir		
- Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche		
- Valorisation de la recherche		
- Accélération de la modernisation des entreprises		
Justice	8 375 271 407,62	18 894 583,35
- Justice judiciaire	3 291 911 418,82	8 875 456,92
- Administration pénitentiaire	3 531 963 730,48	2 998 048,43
- Protection judiciaire de la jeunesse	812 938 693,03	866 700,32
- Accès au droit et à la justice	379 306 104,83	38 091,17
- Conduite et pilotage de la politique de la justice	354 984 422,29	5 911 527,68
- Conseil supérieur de la magistrature	4 167 038,17	204 758,83
Médias, livre et industries culturelles	548 684 099,88	13 440,12
- Presse et médias	274 554 297,56	0,44
- Livre et industries culturelles	274 129 802,32	13 439,68
Outre-mer	2 029 752 306,53	10 927 942,16
- Emploi outre-mer	1 297 175 668,45	10 361 612,44
- Conditions de vie outre-mer	732 576 638,08	566 329,72
Politique des territoires	630 677 441,56	1 478 740,16
- Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	214 947 783,87	614 771,85
- Interventions territoriales de l'État	47 123 408,95	58 978,05
- Politique de la ville	368 606 248,74	804 990,26

Pouvoirs publics	990 920 236,00		
- Présidence de la République	100 000 000,00		
- Assemblée nationale	517 890 000,00		
- Sénat	323 584 600,00		
- La Chaîne parlementaire	34 887 162,00		
- Indemnités des représentants français au Parlement européen			
- Conseil constitutionnel	13 696 974,00		
- Haute Cour			
- Cour de justice de la République	861 500,00		
Recherche et enseignement supérieur	27 201 653 310,08		21 512 060,48
- Formations supérieures et recherche universitaire	13 133 578 971,23		17 163 245,43
- Vie étudiante	2 643 728 853,18		1,79
- Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 596 289 957,47		29 578,46
- Recherche spatiale	1 453 437 999,00		
- Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 902 515 820,23		56,77
- Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	862 337 161,91		886 847,09
- Recherche duale (civile et militaire)	166 701 387,00		2 242,00
- Recherche culturelle et culture scientifique	113 381 109,24		41 968,76
- Enseignement supérieur et recherche agricoles	329 682 050,82		3 388 120,18
Régimes sociaux et de retraite	6 329 530 527,00		
- Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 074 859 160,00		
- Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	828 077 126,00		
- Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 426 594 241,00		
Relations avec les collectivités territoriales	3 389 019 268,70		3 707 257,19
- Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	2 930 036 491,84		3 190 292,16
- Concours spécifiques et administration	458 982 776,86		516 965,03
Remboursements et dégrèvements	112 572 955 490,70	204 293 633,00	913 282 142,30
- Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	99 908 661 857,70		913 282 142,30
- Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 664 293 633,00	204 293 633,00	
Santé	1 248 580 268,18		2 356 642,82
- Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	436 877 258,75		0,25

Candarmaria nationala	0 652 621 567 25		25 406 604 66
- Gendarmerie nationale	8 653 631 567,35		25 496 604,66
- Sécurité et éducation routières	35 332 837,56		0,77
- Sécurité civile	507 675 857,91		5 195 885,90
Solidarité, insertion et égalité des chances	19 019 251 330,83		5 737 359,04
- Inclusion sociale et protection des personnes	6 546 352 812,05		1,22
- Handicap et dépendance	10 980 270 001,98		0,02
- Égalité entre les femmes et les hommes	22 294 320,64		1,20
- Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 470 334 196,16		5 737 356,60
Sport, jeunesse et vie associative	783 633 459,95		3 848 937,60
- Sport	243 456 449,50		0,50
- Jeunesse et vie associative	540 177 010,45		3 848 937,10
Travail et emploi	15 579 629 998,04		26 850 582,69
- Accès et retour à l'emploi	7 688 300 772,46		0,54
- Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7 120 206 139,37		17 228 486,24
- Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	84 372 809,31		3 482 674,69
- Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	686 750 276,90		6 139 421,22
TOTAL	439 347 605 878,70	204 293 633,00	1 580 809 978,39

Après l'article 4

Amendement n° 5 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'annulation d'autorisations d'engagement non consommées en 2017 et non reportées du programme « Administration pénitentiaire » de la mission « Justice ».

Amendement nº 6 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert,

M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'annulation d'autorisations d'engagement non consommées en 2017 et non reportées du programme « Gendarmerie nationale » de la mission « Sécurités ».

Amendement nº 8 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'annulation de crédits non consommés en 2017 et non reportés du programme « Gendarmerie nationale » de la mission « Sécurités ».

Amendement n° 7 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'annulation d'autorisations d'engagement non consommées en 2017 et non reportées du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi ».

Amendement n° 9 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'annulation de crédits non consommés en 2017 et non reportés du programme « Enseignement scolaire public du second degré » de la mission « Enseignement scolaire ».

Amendement n° 12 présenté par Mme Rabault, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. Pupponi, M. Faure, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory.

Après l'article 4, insérer l'article suivant :

Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er septembre 2018, un rapport justifiant l'ouverture de 204 293 633 euros en autorisations d'engagement et en crédits complémentaires sur le programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » de la mission « Remboursements et dégrèvements » dans la présente loi.

Article 5

1 I. Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les budgets annexes au titre de l'année 2017 est arrêté par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

	Ajustements de la loi de règle (en euros)		
2 Désignation des budgets annexes	Autorisations d'engagement consommées (en euros)	Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non engagées et non reportées
Contrôle et exploitation aériens	2 179 576 635,25		8 611 020,35
- Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 551 477 533,99		3 384 814,43
- Navigation aérienne	581 405 144,26		4 635 306,08
- Transports aériens, surveillance et certification	46 693 957,00		590 899,84
Publications officielles et information administrative	154 985 875,67		32 725 232,19
- Edition et diffusion	42 219 493,89		24 046 613,97
- Pilotage et ressources humaines	112 766 381,78		8 678 618,22

3 II. Les résultats relatifs aux budgets annexes au titre de l'année 2017 sont arrêtés par mission et programme aux sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme indiqué dans ce tableau.

	Opérations de l'année (en euros)		Ajustements de la loi de règlement (en euros)	
(4) Désignation des budgets annexes	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations des crédits non consommés et non reportés
Contrôle et exploitation aériens	2 166 615 339,66	2 281 176 184,75		6 548 729,65
- Soutien aux prestations de l'aviation civile	1 551 137 755,43			2 610 523,84
- Navigation aérienne	572 721 088,00			1 578 620,85
- Transports aériens, surveillance et certification	42 756 496,23			2 359 584,96
Publications officielles et information administrative	154 460 113,82	189 885 301,89		24 491 084,18
- Edition et diffusion	43 033 322,20			13 355 928,80
- Pilotage et ressources humaines	111 426 791,62			11 135 155,38

Article 6

1 I. Le montant des autorisations d'engagement consommées sur les comptes spéciaux est arrêté, au 31 décembre 2017, par mission et programme aux

sommes mentionnées dans le tableau ci-après. Les autorisations d'engagement ouvertes sont modifiées comme indiqué dans ce tableau.

		Ajustements de la loi (en euro	
(2) Désignation des comptes spéciaux	Autorisations d'engagement consommées (en euros)	Ouvertures d'autorisations d'engagement complémentaires	Annulations d'autorisations d'engagement non consommées et non reportées
Comptes d'affectation spéciale			
Aides à l'acquisition de véhicules propres	301 601 770,09		45 398 229,91
- Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	265 601 998,09		45 398 001,91
- Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants	35 999 772,00		228,00
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 386 731 406,50		1 864 838,29
- Structures et dispositifs de sécurité routière	251 444 471,55		699 118,24
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00		
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	670 310 750,95		1 165 720,05
- Désendettement de l' État	438 776 184,00		
Développement agricole et rural	131 669 044,90		14 079 609,10

- Développement et transfert en agriculture	64 778 073,15	8 663 161,85
- Recherche appliquée et innovation en agriculture	66 890 971,75	5 416 447,25
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	331 313 097,48	26 889 969,52
- Electrification rurale	330 130 856,04	19 789 969,96
 Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries 	1 182 241,44	7 099 999,56
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 635 006 504,14	28 455,86
- Répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage	1 393 550 853,00	
 Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage 	241 455 651,14	28 455,86
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	623 489 169,12	8 904 263,71
- Contributions des cessions immobilières à l'étranger au désendettement de l'État	60 109 031,91	0,09
- Opérations immobilières nationales et des administrations centrales	472 763 013,98	4 709 630,08
- Opérations immobilières déconcentrées	90 617 123,23	4 194 633,54
Participation de la France au désendettement de la Grèce		
Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs		
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France		
Participations financières de l'État	8 662 881 878,94	1 288 367 069,06
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	8 562 881 878,94	1 288 367 069,06
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	100 000 000,00	
Pensions	57 707 324 011,62	5 279 076,38
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	53 880 352 155,02	0,98
- Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 903 171 925,90	5 279 074,10
- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 923 799 930,70	1,30
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	400 755 908,23	0,77
- Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	300 755 908,23	0,77
- Matériel roulant des services nationaux de		

Transition énergétique	6 389 394 496,67	1,33
- Soutien à la transition énergétique	5 045 899 614,47	0,53
- Engagements financiers liés à la transition énergétique	1 343 494 882,20	0,80
Total des comptes d'affectation spéciale	77 570 167 287,69	1 390 811 513,93
Comptes de concours financiers	,	,
Accords monétaires internationaux		
- Relations avec l'Union monétaire ouest- africaine		
- Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale		
- Relations avec l'Union des Comores		
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	15 382 357 356,00	1 081 844 644,00
- Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	15 100 000 000,00	900 000 000,00
- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	179 755 356,00	166 844 644,00
- Avances à des services de l'État	102 602 000,00	
- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex		15 000 000,00
Avances à l'audiovisuel public	3 930 563 429,00	
- France Télévisions	2 597 748 917,00	
- ARTE France	280 011 969,00	
- Radio France	625 112 736,00	
- France Médias Monde	256 811 872,00	
- Institut national de l'audiovisuel	90 869 000,00	
- TV5 Monde	80 008 935,00	
Avances aux collectivités territoriales	102 074 086 243,18	3 621 121 666,82
- Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie		6 000 000,00
Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	102 074 086 243,18	3 615 121 666,82
Prêts à des États étrangers	1 426 493 298,02	694 806 701,98
- Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	34 310 049,05	534 789 950,95
- Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	183 248,98	16 751,02

- Prêts à la filière automobile Total des comptes de concours financiers	122 813 644 566.20	5 495 078 772.80
- Prêts pour le développement économique et social	132 000,00	96 868 000,00
- Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	12 240,00	437 760,00
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	144 240,00	97 305 760,00
- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro		
- Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	1 391 999 999,99	160 000 000,01

3 II. Les résultats des comptes spéciaux sont arrêtés, au 31 décembre 2017, par mission et programme aux sommes mentionnées dans les tableaux ci-après. Les crédits de paiement ouverts et les découverts autorisés sont modifiés comme indiqué dans ces tableaux.

	Opérations de l'année (en euros)		Ajustements de la l	
4 Désignation des comptes spéciaux	Dépenses	Recettes	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés et non reportés
Comptes d'affectation spéciale				
Aides à l'acquisition de véhicules propres	294 873 069,05	351 838 567,48		52 126 930,95
- Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	258 873 297,05			52 126 702,95
- Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants	35 999 772,00			228,00
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 362 290 747,93	1 527 650 568,23		1,07
- Structures et dispositifs de sécurité routière	227 762 109,07			0,93
- Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	26 200 000,00			
- Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	669 552 454,86			0,14
- Désendettement de l'État	438 776 184,00			
Développement agricole et rural	128 949 786,24	133 420 392,24		14 079 608,76
- Développement et transfert en agriculture	60 984 347,96			8 663 161,04
- Recherche appliquée et innovation en agriculture	67 965 438,28			5 416 447,72

Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	343 219 695,66	378 488 932,43	6 934 320,34
- Electrification rurale	342 302 865,84	_	0,16
 Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries 	916 829,82		6 934 320,18
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 635 034 958,18	1 596 036 770,41	0,82
- Répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage	1 393 550 853,00		
 Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage 	241 484 105,18		0,82
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	517 657 827,39	433 751 582,60	1,47
- Contributions des cessions immobilières à l'étranger au désendettement de l'État	60 109 031,91		0,09
- Opérations immobilières nationales et des administrations centrales	354 764 891,79		0,24
- Opérations immobilières déconcentrées	102 783 903,69		1,14
Participation de la France au désendettement de la Grèce		183 000 000,00	
 Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs 			
- Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France			
Participations financières de l'État	8 662 881 878,94	7 911 632 930,73	1 288 367 069,06
- Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	8 562 881 878,94		1 288 367 069,06
- Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	100 000 000,00		
Pensions	57 707 324 011,62	59 646 481 606,10	5 279 076,38
- Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	53 880 352 155,02		0,98
- Ouvriers des établissements industriels de l'État	1 903 171 925,90		5 279 074,10
- Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 923 799 930,70		1,30
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	400 638 278,41	408 019 816,00	0,59
- Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	300 638 278,41		0,59
- Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés	100 000 000,00		
Transition énergétique	6 388 588 258,20	6 120 900 000,00	0,80
- Soutien à la transition énergétique	5 045 093 376,00		

- Engagements financiers liés à la transition énergétique	1 343 494 882,20		0,80
Total des comptes d'affectation spéciale	77 441 458 511,62	78 691 221 166,22	1 366 787 010,24
Comptes de concours financiers			
Accords monétaires internationaux			
- Relations avec l'Union monétaire ouest- africaine			
- Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale			
- Relations avec l'Union des Comores			
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	14 173 738 976,08	14 226 674 127,16	2 290 463 023,92
 Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune 	13 954 305 966,08		2 045 694 033,92
- Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	116 831 010,00		229 768 990,00
- Avances à des services de l'État	102 602 000,00		
- Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000,00
Avances à l'audiovisuel public	3 930 563 429,00	3 930 432 217,64	
- France Télévisions	2 597 748 917,00		
- ARTE France	280 011 969,00		
- Radio France	625 112 736,00		
- France Médias Monde	256 811 872,00		
- Institut national de l'audiovisuel	90 869 000,00		
- TV5 Monde	80 008 935,00		
Avances aux collectivités territoriales	102 074 093 408,18	102 235 193 721,27	3 621 114 501,82
 Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie 			6 000 000,00
 Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes 	102 074 093 408,18		3 615 114 501,82
Prêts à des États étrangers	493 155 279,85	392 031 752,65	57 044 720,15
 Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France 	267 972 030,87		32 027 969,13
 Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France 	183 248,98		16 751,02
 Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers 	225 000 000,00		25 000 000,00

- Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	144 240,00	150 560 113,10	97 305 760,00
- Prêts et avances pour le logement des agents de l'Etat	12 240,00		437 760,00
- Prêts pour le développement économique et social	132 000,00		96 868 000,00
- Prêts à la filière automobile			
Total des comptes de concours financiers	120 671 695 333,11	120 934 891 931,82	6 065 928 005,89

Désignation des comptes spéciaux	Opérations de l'année (en euros)		Ajustements de la loi de règlement (en euros)
	Dépenses	Recettes	Majorations du découvert
Comptes de commerce			
 Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires 	619 418 922,24	620 437 267,61	
- Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	166 694 203,98	171 749 932,21	
- Couverture des risques financiers de l'État	2 132 223 772,37	2 132 223 772,37	
- Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	599 936 588,81	618 525 545,94	
- Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	43 781 109 591,15	43 806 061 948,38	
 Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes 	6 308 400,00	8 140 906,21	
- Opérations commerciales des domaines	42 530 497,54	71 404 670,59	
- Régie industrielle des établissements pénitentiaires	25 184 092,85	27 477 241,25	
- Renouvellement des concessions hydroélectriques	627 724,26		
- Soutien financier au commerce extérieur	848 055 918,23	4 725 552 763,60	
Total des comptes de commerce	48 222 089 711,43	52 181 574 048,16	
Comptes d'opérations monétaires			
- Emission des monnaies métalliques	161 537 426,84	252 846 349,53	
- Opérations avec le Fonds monétaire international	2 287 453 277,52	1 562 642 123,94	22 385 964 909,19
- Pertes et bénéfices de change	68 553 563,14	34 943 320,01	
Total des comptes d'opérations monétaires	2 517 544 267,50	1 850 431 793,48	22 385 964 909,19

5 III. Les soldes des comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2018 sont arrêtés, à la date du 31 décembre 2017, aux sommes ci-après:

	Soldes au 31 décem	abre 2017 (en euros)
6 Désignation des comptes spéciaux	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale		11 734 025 871,22
Aide à l'acquisition de véhicules propres		305 669 426,59
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		1 043 362 678,88
Développement agricole et rural		62 312 049,21
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale		311 789 816,14
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage		16 210 351,33
Gestion du patrimoine immobilier de l'État		812 416 032,34
Participation de la France au désendettement de la Grèce		1 029 800 000,00
Participations financières de l'État		2 923 855 326,51
Pensions		5 101 506 426,85
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs		97 312 917,82
Transition énergétique		29 790 845,55
Comptes de concours financiers	23 392 009 352,96	3 826 579,13
Accords monétaires internationaux		
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	1 999 532 827,21	
Avances à l'audiovisuel public		3 826 579,13
Avances aux collectivités territoriales	140 592 988,77	
Prêts à des États étrangers	18 736 737 647,06	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2 515 145 889,92	
Comptes de commerce	14 715 898,65	8 402 724 767,15
Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires		118 560 509,33
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11 367 420,58	
Couverture des risques financiers de l'État	0,02	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État		88 018 256,28
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État		3 923 000 487,90
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes		95 041 248,30
Opérations commerciales des domaines		267 690 502,89
Régie industrielle des établissements pénitentiaires		32 916 917,08

Renouvellement des concessions hydroélectriques	3 348 478,05	
Soutien financier au commerce extérieur		3 877 496 845,37
Comptes d'opérations monétaires	22 419 575 152,32	91 308 922,69
Émission des monnaies métalliques		91 308 922,69
Opérations avec le Fonds monétaire international	22 385 964 909,19	
Pertes et bénéfices de change	33 610 243,13	
TOTAL GÉNÉRAL	45 826 300 403,93	20 231 886 140,19

- 7 IV. Les soldes arrêtés au III sont reportés à la gestion 2018 à l'exception:
- a) d'un solde créditeur de 305 669 426,59 € concernant le compte d'affectation spéciale « Aide à l'acquisition de véhicules propres »;
- b) d'un solde débiteur de 11 988 804,10 € concernant le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers »;
- c) d'un solde créditeur de 199 690 502,89 € concernant le compte de commerce « Opérations commerciales des domaines » ;
- d) d'un solde créditeur de 91 308 922,69 € concernant le compte d'opérations monétaires « Émission des monnaies métalliques » ;
- e) d'un solde débiteur de 33 610 243,13 € concernant le compte d'opérations monétaires « Pertes et bénéfices de change ».

Après l'article 6

Amendement nº 1 présenté par M. Charles de Courson, Mme Magnier, M. Philippe Vigier, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Demilly, M. Dunoyer, Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Leroy, M. Pancher, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Zumkeller.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Au plus tard le premier mardi d'octobre de l'année 2018, le Haut Conseil des finances publiques transmet un avis motivé au Parlement sur l'adéquation entre le montant des crédits ouverts dans le projet de loi de finances pour 2019 pour chaque mission budgétaire et les moyens nécessaires à la réalisation des missions du service public concerné.

Amendement n° 2 présenté par M. Charles de Courson, Mme Magnier, M. Philippe Vigier, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Demilly, M. Dunoyer, Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Leroy, M. Pancher, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Zumkeller.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

L'avis du Conseil d'État relatif aux décrets d'avance est communiqué aux commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances.

Amendement n° 4 présenté par M. Charles de Courson, Mme Magnier, M. Philippe Vigier, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, Mme Descamps, M. Demilly, M. Dunoyer,

Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Herth, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier, M. Leroy, M. Pancher, Mme Sanquer, M. Vercamer et M. Zumkeller.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

L'avis du Conseil d'État relatif aux projets de lois de finances est communiqué aux commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances.

Annexes

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de M. Cédric Villani, président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, un rapport n° 1092, établi au nom de cet office, sur les enjeux technologiques des blockchains (chaînes de blocs).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de M. Benjamin Dirx, un rapport, n° 1099, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (n° 901).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de Mme Clémentine Autain, un rapport, nº 1100, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Équateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre (n° 600).

DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de M. Jean-Bernard Sempastous, un rapport, n° 1094, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de résolution européenne de MM. Alexandre Freschi et André Chassaigne, rapporteur de la commission des affaires européennes relative à une agriculture durable pour l'Union européenne (n° 1018 rectifié).

DÉPÔT DE RAPPORTS D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de Mme Marie-Pierre Rixain un rapport d'information, n° 1095, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de Mmes Nathalie Bassire et Frédérique Tuffnell, un rapport d'information n° 1096, déposé en application de l'article 145-7 alinéa 1 du règlement, par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire sur la mise en application de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

DÉPÔT D'AVIS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de Mme Bénédicte Peyrol, un avis, n° 1093, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (n° 901).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de M. Laurent Saint-Martin, un avis, n° 1097, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace (n° 911).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 20 juin 2018, de M. Olivier Véran, un avis, n° 1098, fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace (n° 911).

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Par lettre du mercredi 20 juin 2018, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants:

- COM(2018) 160 final LIMITE. Proposition de décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation pour 2017 de l'application, par la Pologne, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières extérieures (aéroport de Varsovie-Chopin).
- COM(2018) 434 final. Proposition de règlement du parlement européen et du conseil établissant le programme pour une Europe numérique pour la période 2021-2027.
- COM(2018) 458 final. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République d'Albanie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République d'Albanie.
- COM(2018) 459 final. Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sur le statut entre l'Union européenne et la République d'Albanie en ce qui concerne les actions menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire de la République d'Albanie.
- COM(2018) 460 final. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.
- COM(2018) 461 final. Proposition de décision du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part ("décision d'association outre-mer").
- COM(2018) 462 final. Proposition de règlement du Conseil instituant un instrument européen en matière de sûreté nucléaire complétant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale sur la base du traité Euratom.
- COM(2018) 463 final LIMITE. Proposition de décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, concernant une modification du protocole 3 audit accord relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative.

- COM(2018) 465 final. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III).
- COM(2018) 466 final. Proposition de règlement du Conseil établissant le programme d'assistance au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie (programme Ignalina), et abrogeant le règlement (EU) n° 1369/2013 du Conseil.
- COM(2018) 467 final. Proposition de règlement du Conseil établissant un programme de financement spécifique pour le déclassement d'installations nucléaires et la gestion des déchets radioactifs, et abrogeant le règlement (Euratom) n° 1368/2013 du Conseil.
- COM(2018) 471 final. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le Fonds "Asile et migration".
- COM(2018) 472 final. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le Fonds pour la sécurité intérieure.
- COM(2018) 473 final. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, dans le cadre du Fonds pour la gestion intégrée des frontières, l'instrument de soutien financier dans le domaine de la gestion des frontières et des visas.
- COM(2018) 477 final. Proposition de décision du Conseil relative aux contributions financières à verser par les États membres pour financer le Fonds européen de développement, notamment la deuxième tranche pour 2018.

TEXTES TRANSMIS EN APPLICATION DU PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE LA PROPORTIONNALITÉ ANNEXÉ AU TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE ET AU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Par lettre du mercredi 20 juin 2018, la Commission européenne a transmis, en application du protocole (n° 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 596/2014 et le règlement (UE) 2017/1129 en ce qui concerne la promotion du recours aux marchés de croissance des PME [COM(2018) 331 final]

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) et abrogeant le règlement (UE) n° 1293/2013 [COM(2018) 385 final]

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant "Erasmus", le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement (UE) n° 1288/2013 [COM(2018) 367 final]